



Assemblée générale

Distr. générale
20 juillet 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Points 13 et 26 c) de l'ordre du jour provisoire

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes
issus des grandes conférences et réunions au sommet
organisées par les Nations Unies dans les domaines
économique et social et dans les domaines connexes**

**Développement social : l'alphabétisation, enjeu vital :
définir les futurs programmes d'action**

L'alphabétisation, enjeu vital, clé de l'emploi, de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'enseignement de la démocratie

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [73/145](#) de l'Assemblée générale, intitulée « L'alphabétisation, enjeu vital : définir les futurs programmes d'action », dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général, agissant en coopération avec la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de lui présenter à sa soixante-quinzième session un rapport sur l'application de ladite résolution. En tant qu'organisme chargé de diriger et de coordonner l'action menée en faveur de l'éducation au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'UNESCO présente ci-après un aperçu de la situation mondiale sur le plan de l'alphabétisation, y compris des mesures prises dans le cadre de la riposte à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

On trouvera également dans le présent rapport des informations sur les progrès accomplis en matière d'enseignement de la démocratie, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution [73/134](#). On y trouvera en outre des informations sur les principales mesures prises par les États Membres, le système des Nations Unies et les autres parties prenantes vis-à-vis de cette question et des liens intrinsèques qui l'unissent à celles des droits humains et des libertés fondamentales, comme l'Assemblée générale l'a réaffirmé dans ses résolutions [67/18](#), [69/268](#) et [71/8](#).

* [A/75/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport rend compte des progrès accomplis dans le domaine de l’alphabétisation, en particulier celle des jeunes et des adultes. On y trouvera un aperçu de la situation mondiale sur le plan de l’alphabétisation, y compris des mesures prises dans le cadre de la riposte à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), suivi d’un point sur l’action menée aux niveaux national, régional et mondial. Y figurent également des recommandations sur les moyens de promouvoir encore l’alphabétisation dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l’horizon 2030.

A. L’alphabétisation à l’horizon 2030

2. L’alphabétisation est une composante à part entière du droit à l’éducation et une condition essentielle de l’exercice d’autres droits économiques, sociaux et culturels. Elle est un outil d’autonomisation grâce auquel chacune et chacun peut gagner en liberté et s’engager plus pleinement dans la vie, l’emploi et l’apprentissage permanent.

3. L’alphabétisation est indispensable au respect des principes démocratiques que sont notamment le respect mutuel, la dignité humaine et l’égalité. En nous permettant de « lire le monde », elle nous donne les moyens de le transformer et de nous épanouir pleinement dans la société en tant que citoyennes et citoyens¹. Elle revêt également une importance cruciale du point de vue de la réalisation de l’objectif de développement durable n° 4, qui consiste à assurer à tous et toutes une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d’apprentissage tout au long de la vie. L’alphabétisation est un des leviers de transformation sur lesquels repose la vision holistique et humaniste de ce que doit être l’éducation à l’horizon 2030.

4. Dans la Recommandation sur l’apprentissage et l’éducation des adultes qu’elle a adoptée en 2015, à sa trente-huitième session, la Conférence générale de l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO) a indiqué que si la notion d’alphabétisation était évolutive et recouvrait des dimensions multiples, elle était généralement comprise comme : « l’aptitude à lire et à écrire, à identifier, à comprendre, à interpréter, à créer, à communiquer et à calculer en utilisant des supports imprimés et écrits, ainsi que l’aptitude à résoudre des problèmes dans un environnement de plus en plus technologique et riche en informations ». Adossée au concept d’apprentissage tout au long de la vie mis en avant dans l’objectif 4 et la Recommandation de 2015, la vision de l’alphabétisation à l’horizon 2030 repose sur cette définition et recouvre les quatre dimensions ci-après, toutes énoncées dans la stratégie de l’UNESCO pour l’alphabétisation des jeunes et des adultes (2020-2025) :

a) L’alphabétisation est une continuité d’apprentissage et de maîtrise de la lecture, de l’écriture et du calcul. Les compétences qu’elle recouvre peuvent donc être perfectionnées en continu, ou parfois s’éroder, tout au long de la vie ;

b) L’alphabétisation est reliée à un ensemble plus vaste de connaissances, d’aptitudes et de compétences nécessaires pour évoluer dans le monde d’aujourd’hui, notamment l’éducation aux médias, l’éducation au service du développement durable

¹ Selon l’enseignant et philosophe brésilien Paulo Freire (1921-1997), tenant d’une pédagogie axée sur l’analyse critique, l’alphabétisation va au-delà du simple fait de savoir lire et écrire, car celles et ceux qui peuvent « lire les mots » deviennent capables de « lire le monde » dans lequel ils vivent. C’est cette aptitude à lire le monde qui leur permet de le réécrire, de le transformer et de s’émanciper.

et de la citoyenneté mondiale ou encore des compétences professionnelles spécialisées. Prérequis de l'acquisition de tous ces éléments, l'alphabétisation est aussi rendue nécessaire et stimulée par le besoin de maîtriser des compétences relevant d'autres domaines ;

c) La nature et le niveau des savoirs fondamentaux nécessaires varient d'un moment et d'un contexte à l'autre et il convient d'en tenir compte dans la manière dont on organise l'apprentissage ;

d) La vision de l'alphabétisation à l'horizon 2030 est guidée et encadrée par les objectifs de développement durable, qui définissent les résultats attendus de l'action menée, y compris son impact du point de vue du développement.

B. L'alphabétisation dans des économies et des sociétés façonnées par le numérique et la mondialisation

5. En transformant les sociétés et les modes de production, la numérisation et la mondialisation ont fait naître de nouveaux besoins d'alphabétisation. Avec l'essor des communications multimodales reposant sur l'informatique, les compétences numériques sont devenues une composante essentielle des savoirs fondamentaux, même si le fossé numérique n'a toujours pas été comblé.

6. Dans des sociétés modelées par la quatrième révolution industrielle (ou « l'industrie 4.0 ») qui mettent davantage l'accent sur la connaissance, le niveau de compétences requis est de plus en plus élevé. L'intelligence artificielle, par exemple, pourrait avoir des incidences sur la demande de main d'œuvre qualifiée dans les catégories d'emploi qui demandent de savoir lire, écrire et compter². Les efforts d'alphabétisation s'inscrivent ainsi dans une perspective nouvelle, sans que cela remette en cause leur objectif premier, à savoir celui de favoriser l'alphabétisation fonctionnelle de tous et toutes.

7. Si de nombreux pays ont adopté le principe d'« une langue, une nation », le multilinguisme est une réalité quotidienne pour beaucoup de gens. C'est d'autant plus vrai à l'heure de l'essor d'Internet, de l'augmentation de la mobilité humaine et de la mondialisation. Plusieurs langues internationales et régionales ont été adoptées comme *lingua franca* par des locuteurs de plus en plus nombreux, tandis que la survie de multiples langues minoritaires et autochtones se trouve compromise. Il importe donc de bien voir à quel point et pourquoi l'alphabétisation dans un langage donné est un enjeu crucial, en particulier dans les contextes multilingues.

C. L'alphabétisation et la crise de la maladie à coronavirus

8. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a eu un impact direct sur l'éducation et l'alphabétisation. Les fermetures d'établissements scolaires dans plus de 190 pays ont interrompu l'éducation de plus de 90 % des 1,57 milliard d'enfants scolarisés dans le monde. Les gouvernements ont rapidement pris des mesures en faveur de l'enseignement à distance mais des incertitudes planent quant à la réouverture des écoles et à la possibilité de rattraper le temps d'apprentissage perdu.

9. En ce qui concerne l'alphabétisation des jeunes et des adultes, la COVID-19 a mis en lumière l'écart important qui existe entre la parole politique et la réalité sur le terrain. Les programmes d'alphabétisation des adultes sont souvent absents des plans de riposte nationaux dans le domaine de l'enseignement primaire. La plupart de ces

² Organisation de coopération et de développement économiques, *Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE 2017* (Paris).

programmes a été suspendue et quelques cours seulement sont encore dispensés en ligne, à la télévision et à la radio, ou encore en plein air. Pourtant, nombre de jeunes et d'adultes analphabètes seront les premiers à souffrir des conséquences pédagogiques, sociales et économiques de la pandémie. Ces groupes sont plus susceptibles que d'autres de ne pas profiter des informations vitales et des possibilités d'apprentissage qu'offrent le numérique et d'autres technologies.

10. Afin d'atténuer l'impact de la crise sur l'apprentissage, l'UNESCO a lancé une Coalition mondiale pour l'éducation forte de quelque 130 partenaires, dont l'objectif est d'apporter un appui mondial coordonné à la riposte mise en place par les gouvernements dans le domaine de l'éducation. Des mesures concrètes ont progressivement été prises à l'échelle nationale. Au Sénégal, le Ministère de l'éducation a créé un sous-comité pédagogique comprenant un groupe saisi de la question de l'éducation de base des jeunes et des adultes. Il a également mobilisé ses partenaires, dont l'UNESCO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Agence des États-Unis pour le développement international. Le plan de riposte à la COVID-19 établi par le Tchad comprend quant à lui un volet consacré à l'éducation des adultes et à l'enseignement non formel.

11. Pour être efficaces, les plans de riposte et de reprise en faveur de l'alphabétisation des jeunes et des adultes doivent garantir la continuité de la formation et permettre d'améliorer les dispositifs d'enseignement et de renforcer les capacités et systèmes nationaux mis au service de l'apprentissage tout au long de la vie. À cet égard, il convient d'accorder une attention particulière aux personnes analphabètes ou peu alphabétisées, en particulier aux femmes. Les États peuvent envisager toute une série de mesures, qui pourraient notamment consister : à intégrer les programmes d'alphabétisation des adultes et des jeunes aux plans nationaux de riposte dans le domaine de l'éducation ; à mettre au point des programmes d'alphabétisation reposant sur l'enseignement à distance et à adapter les outils techniques correspondants, en tenant compte de la question de l'accès à Internet ; à soutenir les parents et les adultes en vue de garantir la continuité de la formation et à promouvoir l'apprentissage familial et intergénérationnel ; à créer des plateformes de diffusion de ressources pédagogiques ; à établir des dispositifs de financement tels que des fonds de secours pour les prestataires de services pédagogiques et à verser des aides sociales et des allocations aux apprenantes et aux apprenants ; à offrir un appui psychosocial qui contribuerait au bien-être du personnel enseignant et des apprenantes et des apprenants.

II. Situation mondiale sur le plan de l'alphabétisation

12. Malgré des progrès constants, les indicateurs supplétifs concernant la situation mondiale sur le plan de l'alphabétisation dressent un bilan contrasté. Selon l'Institut de statistique de l'UNESCO, le taux mondial d'alphabétisme des adultes (personnes âgées de 15 ans et plus) était de 86 % en 2018, soit quasiment le même niveau qu'en 2016. Néanmoins, du fait d'une croissance démographique rapide, le nombre de jeunes et d'adultes analphabètes dans le monde a augmenté en valeur absolue pour s'établir à 773 millions en 2018 (+23 millions), selon une mise à jour récente des données recueillies sur la question. Ces chiffres sont un rappel sans détour de tout ce que la communauté internationale doit encore accomplir pour atteindre les objectifs de développement durable, en particulier la cible 4.6.

13. Reflet des inégalités enregistrées sur le plan socioéconomique et sur celui du développement, les progrès en matière d'alphabétisation ont varié selon les régions, les pays et les populations. Près de la moitié des adultes analphabètes du monde (47 %) vivent en Asie du Sud ou en Asie occidentale et 26 %, en Afrique

subsaharienne. Les écarts entre les genres persistent : les femmes comptent ainsi pour 63 % de l'ensemble des adultes analphabètes, une proportion qui n'a guère évolué depuis plus de vingt ans.

14. On observe également des disparités internes dans les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire. Selon des données publiées récemment par le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dans les pays de l'OCDE étudiés, 18,9 % des adultes en moyenne présentaient un faible niveau de lecture et d'écriture (niveau 1 ou moins sur une échelle de 1 à 6), 1 adulte sur 4 (23,5 %), un faible niveau de calcul (niveau 1 ou moins) et 1 sur 10 (11,7%) indiquait n'avoir jamais utilisé d'ordinateur³. Le déclin progressif de la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul observé dans plusieurs pays de l'OCDE mérite qu'on y prête attention, en particulier chez les plus jeunes, chez les personnes ayant suivi un enseignement tertiaire et chez les adultes qui pourraient être appelés à lire moins souvent en contexte professionnel.

15. Les estimations mondiales relatives au taux d'alphabétisme des jeunes de 15 à 24 ans sont un peu plus encourageantes, ce qui s'explique par les progrès accomplis dans l'accès à l'éducation de base grâce au mouvement Éducation pour tous. En 2018, 92 % des jeunes dans le monde savaient lire, écrire et compter, contre 86 % des adultes. Contrairement à ce qui s'est passé chez les adultes, les progrès faits ces dernières années en matière d'alphabétisation des jeunes ont été suffisamment rapides pour aboutir à une baisse en valeur absolue du nombre de jeunes analphabètes, passé de 102 millions en 2016 à 100 millions en 2018, principalement grâce à l'amélioration de la situation en Asie. Des disparités persistent toutefois ; le taux d'alphabétisme des jeunes reste faible dans certaines régions, notamment en Afrique subsaharienne (77 %), où l'accès à la scolarisation, le taux d'abandon élevé et la piètre qualité des services éducatifs continuent de poser problème.

16. Si la tendance actuelle se maintient, le taux mondial d'alphabétisme des jeunes devrait atteindre 94 % en 2030, et celui des adultes, 90 %. On estime cependant que dans les pays à faible revenu, moins de 70% des adultes et un peu plus de 80 % des jeunes posséderont des compétences de base en lecture et en écriture d'ici à 2030⁴.

17. En 2018, on estimait que 258 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes, soit un sixième de la population mondiale de la tranche d'âge des 6 à 17 ans, n'étaient pas scolarisés⁵. Il faut intensifier l'action menée à cet égard, sans quoi nombre d'entre eux viendront grossir les rangs des adultes analphabètes ou peu alphabétisés.

18. Par ailleurs, la scolarisation ne suffit pas toujours à garantir l'acquisition des compétences. Au niveau mondial, plus de 617 millions d'enfants et d'adolescents n'atteignent pas le niveau d'aptitude minimum en lecture et en mathématiques. En cas de maintien de la trajectoire actuelle, plus de la moitié (56 %) des élèves du primaire et potentiellement 61 % des élèves du premier cycle du secondaire quitteront l'école sans maîtriser les fondamentaux de la lecture, de l'écriture et du calcul. Ce sera également le cas de plus de quatre enfants sur cinq en Afrique subsaharienne (88 %) et en Asie centrale et en Asie du sud (81 %).

³ Voir OCDE, *Skills Matter: Additional Results from the Survey of Adult Skills*, OECD Skills Studies (Paris).

⁴ Voir UNESCO et Institut de statistique de l'UNESCO, « Respecter les engagements : les pays sont-ils en bonne voie d'atteindre l'ODD 4 ? », (2019).

⁵ Voir Institut de statistique de l'UNESCO, Fiche d'information n° 56 (septembre 2019).

III. Progrès accomplis aux niveaux national et régional

A. L'alphabétisation des jeunes et des adultes

19. Afin de ne pas présenter les progrès accomplis sous le seul angle des statistiques, il a été décidé de consacrer la partie III du présent rapport à des initiatives prometteuses lancées dans les quatre domaines stratégiques prioritaires définis dans la Stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes et celle de l'Alliance mondiale pour l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie.

Politiques, stratégies et mesures favorisant l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie

20. La vision de ce que doit être l'alphabétisation à l'horizon 2030 repose sur l'idée que l'acquisition des compétences se fait tout au long de la vie, par l'éducation formelle et non formelle comme par l'apprentissage informel. Le concept d'apprentissage tout au long de la vie a été progressivement incorporé aux politiques, aux systèmes, à la gouvernance et aux programmes nationaux en matière d'éducation, guidés par l'objectif de développement durable n° 4, et réaffirmé dans le Cadre d'action de Belém – Exploiter le pouvoir et le potentiel de l'apprentissage et de l'éducation des adultes pour un avenir viable, adopté à la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes, tenue à Belém (Portugal), en 2009, et la Recommandation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes, dans laquelle l'alphabétisation des adultes est définie comme l'un des trois volets de l'apprentissage. Selon le *Quatrième rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes* – « Ne laisser personne pour compte : participation, équité et inclusion », les deux tiers (66 %) des 157 pays ayant participé à l'enquête, dont en particulier les pays d'Afrique subsaharienne et les États arabes, avaient indiqué avoir considérablement amélioré leurs politiques en la matière. Quelque 81 pays ont déclaré que la mise en œuvre de la recommandation était bien entamée. Environ 68 % des pays ont dit avoir fait des progrès dans l'application des lois relatives à l'apprentissage et à l'éducation des adultes, 73 %, dans la mise en œuvre de politiques concernant l'apprentissage tout au long de la vie, 82 %, dans l'élaboration de plans, 86 %, dans la mobilisation des différentes parties prenantes, et 66 %, dans la reconnaissance de l'enseignement non formel et de l'apprentissage informel.

21. Les approches adoptées dans les systèmes éducatifs sont toutefois encore souvent très fragmentées. Les mesures en faveur de l'alphabétisation des jeunes et des adultes sont ainsi fréquemment séparées des activités classiques, comme on le voit clairement dans les plans sectoriels relatifs à l'éducation et les systèmes d'information sur la gestion de l'éducation, qui portent principalement sur l'éducation formelle des enfants. En réponse, l'UNESCO a lancé en 2018 un cours en ligne sur la prise en compte de l'éducation des adultes et de l'éducation non formelle dans les plans sectoriels relatifs à l'éducation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie. Ce cours a été suivi par 52 responsables politiques et responsables de la planification des pays suivants : Afghanistan, Kenya, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Nigéria, Ouganda, République démocratique populaire lao et Zambie. En 2018 et en 2019, l'UNICEF a également organisé, en partenariat avec l'Université ouverte de Shanghai (Chine) et à l'intention de 68 responsables politiques cambodgiens, chinois, indonésiens, kényans, namibiens, philippins, rwandais et vietnamiens, deux ateliers de renforcement des capacités axés sur le développement des systèmes éducatifs dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, qui comprenaient un volet axé sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes.

22. Une série d'activités de concertation, d'échange d'information et de développement des capacités a été menée dans chacune des cinq régions UNESCO. Plusieurs politiques et plans nationaux de pays d'Afrique, dont les politiques éducatives maliennes et le plan d'action révisé sur l'éducation et la formation à l'horizon 2030 de l'Éthiopie ont ainsi été améliorés pour tenir compte de l'éducation des adultes et de l'éducation non formelle. Le Pôle de qualité inter pays sur l'alphabétisation et les langues nationales de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique a organisé des activités portant notamment sur la formulation de politiques linguistiques et l'utilisation des langues maternelles transfrontières comme langues d'instruction, en application du plan stratégique de l'Association pour la période 2018-2022. Le Mali et le Togo ont également conçu un cadre de référence harmonisé concernant la formation des formateurs des écoles bilingues, avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie et de l'UNESCO. Les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont institutionnalisé la formation des formateurs d'enseignants en se basant sur les cadres de certification du personnel enseignant établis par la CEDEAO et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. Au Sénégal, par exemple, les acquis de 67 animateurs et animatrices ont été reconnus et validés lors de la phase pilote du projet. Épaulée par la Banque africaine de développement, l'UNICEF et le Partenariat mondial pour l'éducation, l'Érythrée a offert des programmes d'éducation de base et de formation qualifiante à l'intention des adultes dans le cadre d'initiatives d'alphabétisation en langue maternelle. La République démocratique du Congo a lancé un programme de sensibilisation à l'alphabétisation en partenariat avec l'organisation non gouvernementale (ONG) Alpha Ujuvo. Le Kenya a créé, à l'échelle des collectivités, des centres de formation des adultes et des centres de formation continue proposant notamment des cours d'initiation financière et d'initiation aux outils numériques.

23. Avec l'appui de l'UNESCO, qui a facilité la tenue de consultations régionales, les pays de la région arabe ont redoublé d'efforts en faveur de l'alphabétisation, guidés par une perspective d'apprentissage tout au long de la vie et par l'objectif de développement durable n° 4. Les représentants de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, l'État de Palestine, du Liban, du Maroc, d'Oman, du Qatar, de la République arabe syrienne, du Soudan et de la Tunisie ont présenté leurs politiques en la matière lors de la cérémonie de lancement de l'étude devant alimenter le *Quatrième rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes*. Le Maroc, la Mauritanie, le Soudan et la Tunisie ont également renforcé leurs systèmes et leurs capacités, notamment en élaborant des stratégies nationales d'alphabétisation. L'Égypte met actuellement au point des outils de suivi de l'alphabétisation. Lors de la conférence régionale consacrée aux difficultés et aux possibilités d'action en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes (Doubaï, février 2020) organisée par l'UNESCO en collaboration avec la Fondation Mohammed bin Rashid Al Maktoum et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les participants ont examiné les moyens de s'attaquer à des problèmes tels que l'augmentation marquée du taux d'analphabétisme chez les jeunes et les adultes et du taux d'abandon scolaire. Ils ont également adopté la Déclaration de Doubaï en faveur du programme d'alphabétisation.

24. Plusieurs pays de la région Asie et Pacifique ont renforcé les cadres et politiques en place. C'est notamment le cas : de la Chine, qui a adopté une politique relative à l'éducation à l'échelle des collectivités et une stratégie de modernisation de l'enseignement à l'horizon 2035 alignée sur l'objectif de développement durable n° 4 ; de la Mongolie, qui a procédé à un examen approfondi de ses politiques éducatives dans la perspective de l'apprentissage tout au long de la vie ; de la République démocratique populaire lao, qui s'est dotée d'une nouvelle politique

relative à l'apprentissage tout au long de la vie ; du Cambodge, qui a également adopté une nouvelle politique dans ce domaine et créé un ensemble détaillé de programmes d'alphabétisation à l'échelle des collectivités. Les pays de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, pour qui l'alphabétisation constitue un défi majeur, ont aussi fait des progrès sensibles. En 2019, 212 403 apprenantes et apprenants ont bénéficié du programme pluriannuel de renforcement de l'alphabétisation exécuté par l'UNESCO en Afghanistan, dans le cadre duquel 9 218 animateurs et animatrices ont également été formés. Le Népal a lancé une campagne d'alphabétisation visant à faire en sorte que l'ensemble de sa population maîtrise les savoirs fondamentaux d'ici à 2020. La cinquième réunion des pays d'Asie et du Pacifique sur l'éducation à l'horizon 2030, organisée par l'UNESCO et l'UNICEF à Bangkok, en 2019, a été une véritable occasion de faire le bilan des progrès accomplis au regard de la cible 4.1 des objectifs de développement durable, relative à l'éducation primaire et secondaire, et de la cible 4.6, relative à l'alphabétisation des jeunes et des adultes. L'UNESCO a également facilité la tenue de consultations sur l'alphabétisation et l'apprentissage tout au long de la vie à l'occasion du séminaire interrégional Asie-Afrique sur l'objectif 4, qui s'est tenu en 2019, à Kuala Lumpur. L'objectif était de mieux faire connaître le concept d'apprentissage tout au long de la vie et ses applications politiques et pratiques.

25. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, l'alphabétisation des jeunes et des adultes a historiquement fait l'objet d'une attention particulière dans presque tous les pays qui se distinguent par un fort souci d'équité. Cela étant, comme l'indique le rapport régional intitulé « Entre el reloj y la brújula: desafíos en la garantía del derecho a la educación y el aprendizaje de personas jóvenes y adultas en América Latina y el Caribe » (Entre l'horloge et la boussole – obstacles à l'exercice du droit à l'éducation et à l'apprentissage des jeunes et des adultes en Amérique latine et dans les Caraïbes), publié par l'UNESCO en 2019, les progrès accomplis à cet égard sont lents. Le Forum international sur les politiques d'alphabétisation et l'objectif de développement durable n° 4 s'est tenu en 2018, au Mexique, dans le cadre de l'Alliance mondiale pour l'alphabétisation. Organisé par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie et le Centre de coopération régionale au service de l'éducation des adultes en Amérique latine et dans les Caraïbes, en collaboration avec les autorités mexicaines, ce Forum était consacré à la définition de nouvelles orientations pour les pays rencontrant des problèmes d'alphabétisation particulièrement aigus. Une grande campagne médiatique a été lancée sur le thème : « N'oublier personne, ne laisser personne de côté : le droit à l'éducation des jeunes et des adultes » et le manuel de l'Institut, intitulé « Communautés en action : apprendre tout au long de la vie pour le développement durable » a été diffusé dans toute la région. Dans le cadre de la coordination des mesures prises au titre du Cadre d'action pour la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 4 (Cadre d'action – Éducation 2030), l'UNESCO a formulé, dans son rapport régional sur l'apprentissage tout au long de la vie, des recommandations relatives aux politiques d'alphabétisation et d'éducation des adultes qui ont nourri les débats de la deuxième Réunion des Ministres de l'éducation de la région, tenue à Cochabamba (État plurinational de Bolivie), en 2018. En 2019, l'UNESCO et l'UNICEF ont organisé une réunion du groupe des partenaires de réalisation régionaux consacrée à la mise en œuvre du Cadre d'action – Éducation 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les participants ont fait le bilan des progrès accomplis et réfléchi ensemble à des moyens de renforcer leur coordination.

26. En Europe et en Amérique du Nord, où la part des adultes dans la population totale est plus élevée qu'ailleurs, une série d'initiatives et de mesures ont été lancées en vue de remédier aux lacunes en matière d'alphabétisation, en particulier celle des adultes à faible revenu. La troisième réunion du groupe d'intérêt du Parlement

européen consacré à l'apprentissage tout au long de la vie, organisée à Bruxelles, en 2018, par la Lifelong Learning Platform et l'Association européenne pour l'éducation des adultes dans le cadre de la Semaine de l'apprentissage tout au long de la vie, a été l'occasion de braquer les projecteurs sur l'éducation des adultes en insistant sur l'idée qu'il fallait que le prochain budget de l'Union européenne permette de renforcer la collaboration rendue possible par Erasmus+ et d'autres programmes de financement. En 2019, le Parlement européen a alloué des fonds supplémentaires au programme Erasmus+ de l'Union européenne en faveur de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et des sports et augmenté de 6 % au moins la part de l'éducation des adultes dans le budget européen.

Répondre aux besoins d'apprentissage des groupes défavorisés

27. De nombreux pays ont rendu leurs politiques et systèmes plus inclusifs et plus équitables et adopté des programmes ciblés afin de répondre aux besoins d'alphabétisation des personnes issues de groupes défavorisés.

Filles et femmes

28. Si les inégalités de genre peuvent toucher les hommes aussi bien que les femmes, ce sont bien ces dernières qui, partout dans le monde, rencontrent le plus de difficultés en matière d'alphabétisation. Parmi les mesures prises à cet égard au niveau politique, on peut citer l'élaboration, en Jordanie, d'une stratégie de transversalisation de l'égalité des genres dans l'enseignement ou encore la formulation, l'exécution et le suivi de plans sectoriels relatifs à l'éducation tenant compte des questions de genre au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Mozambique, au Niger, au Nigéria, en Sierra Leone et au Tchad. De nombreux pays, dont l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, le Bangladesh, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Mali, le Mexique, la République démocratique du Congo, le Sénégal et le Soudan, ont continué à prendre des initiatives en faveur de l'alphabétisation des femmes. Au Pakistan, un projet visant à promouvoir un apprentissage non traditionnel de qualité associant alphabétisation, compétences de la vie courante et enseignement technique a été exécuté en vue d'offrir des possibilités d'apprentissage aux populations socialement vulnérables et défavorisées, en particulier les femmes. Au Cambodge, 1 300 ouvriers du textile (dont 95 % de femmes) ont renforcé leurs savoirs fondamentaux grâce aux programmes d'alphabétisation et aux bibliothèques mis en place dans les usines par l'intermédiaire du programme de développement pédagogique et social de l'industrie du textile. Au Nigéria, une application utilisable hors ligne sur téléphone mobile et tablette conçue par l'UNESCO dans le cadre de la *School Meets the Learner Approach Initiative* a permis d'améliorer l'accès à l'éducation de plus de 250 000 femmes et filles et leur taux de maintien aux études.

Populations touchées par les crises, notamment les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées

29. Les deux dernières années ont été marquées par des déplacements de population massifs et une hausse constante des migrations internationales⁶. On estime qu'en 2018, 27 pays fragiles et touchés par des conflits qui avaient pu fournir des données concentraient quelque 30 % des jeunes analphabètes du monde (soit 32 millions de personnes)⁷. Face à cette situation, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont agi à l'échelle internationale finalisant le Pacte mondial pour des migrations

⁶ Selon le rapport de 2020 sur l'état de la migration dans le monde, en 2018, on comptait sur la planète 25,9 millions de réfugiés, 41,3 millions de personnes déplacées dans leur propre pays et presque 272 millions de migrants internationaux.

⁷ Estimation établie à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

sûres, ordonnées et régulières et le pacte mondial sur les réfugiés. C'est dans cette dynamique que l'UNESCO a créé un passeport des qualifications pour les réfugiés et les migrants vulnérables devant faciliter la mobilité des personnes concernées en leur donnant la possibilité de perfectionner leurs compétences linguistiques, de poursuivre leurs études, d'augmenter leurs chances de trouver un emploi et de faire officiellement reconnaître et certifier leurs qualifications. Entre autres initiatives propres à favoriser la reconnaissance mutuelle des aptitudes et des qualifications, on peut citer également le programme mis en place en Ouganda, qui permet de certifier les acquis des personnes ayant suivi un enseignement dans les camps de réfugiés au moyen d'applications utilisant la technologie de la chaîne de blocs.

30. Pour bien des migrants, personnes réfugiées et personnes déplacées, la maîtrise de la langue et de la culture du pays d'accueil est une question de survie et d'intégration sociale. Utilisant le théâtre comme vecteur d'échange de connaissances et comme passerelle entre les cultures, le programme « Tell me » de l'association italienne à but non lucratif New Nobel Committee for Persons with Disabilities⁸ favorise l'apprentissage des langues et l'inclusion sociale des jeunes et des adultes migrants. Toute une série d'approches intégrées associant alphabétisation et formation professionnelle ont également démontré leur efficacité. On peut citer par exemple la stratégie à l'échelle de l'ensemble de l'administration mise en place en Nouvelle-Zélande pour faciliter l'installation des réfugiés sur les plans de la maîtrise de l'anglais et de l'éducation, de l'autonomie, de la santé, du logement et de la participation sociale, ou encore les programmes de soutien linguistique dont l'Autriche a élargi la portée aux étudiants et étudiantes suivant un cursus en alternance et à ceux des universités professionnelles et techniques. L'intérêt des approches multilingues axées sur la langue maternelle est de mieux en mieux reconnu. Une start-up basée en Finlande a par exemple décidé de proposer des solutions d'apprentissage mobile en langue maternelle aux personnes réfugiées en Europe et dans les pays du Sud, l'objectif étant de faciliter leur intégration sociale et leur accès à l'emploi. Dans le cadre d'un projet porté par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'UNESCO procède à un examen d'ensemble des différentes manières dont l'informatique et les communications sont utilisées au service de l'alphabétisation des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées. À l'issue de cet exercice, elle formulera des recommandations fondées sur des données probantes à l'intention des décideurs et des décideuses et de l'ensemble des professionnels concernés.

Peuples autochtones

31. À l'échelle mondiale, on compte quelque 370 millions de personnes autochtones et environ 7 000 langues vivantes. Toutefois, cette diversité linguistique se trouve aujourd'hui menacée, entre autres par l'essor du numérique. En 2015, 5 % seulement des langues parlées dans le monde étaient représentées sur Internet. Si l'alphabétisation des peuples autochtones, en particulier dans leurs langues propres, est un enjeu en soi, elle est aussi pour eux un levier d'action, puisqu'elle renforce la diversité linguistique et culturelle et sert à défendre l'identité, la culture, les perspectives et les systèmes de connaissances des peuples concernés.

32. Les parties prenantes se sont employées à soutenir l'alphabétisation des peuples autochtones en créant des systèmes d'écriture et en constituant des socles de savoirs fondamentaux à enseigner dans la langue maternelle des apprenants et des apprenantes, auxquels s'ajoute ensuite l'enseignement d'une langue nationale ou d'une *lingua franca*. En Afrique de l'Ouest, les gouvernements et les ONG ont lancé

⁸ Voir <https://en.unesco.org/news/italian-programme-wins-unesco-prize-teaching-literacy-migrants-through-theatre>.

une série d'initiatives axées sur la langue maternelle et le multilinguisme qui ont porté leurs fruits. En Amérique latine, les programmes d'enseignement interculturel bilingue soutenus par l'UNESCO ont également contribué à revitaliser les langues et les cultures autochtones. Les États d'Asie et du Pacifique ont quant à eux adopté la première déclaration régionale sur l'enseignement multilingue lors de la sixième Conférence organisée sur la question, qui s'est tenue à Bangkok, en 2019. On peut citer également le programme d'enseignement en malais de Pattani et en thaï mis en place en Thaïlande à l'intention des enfants et des familles de la minorité malaise de la région de Pattani, ou encore l'application pour mobile Thazin, qui contribue à la préservation et à l'apprentissage de l'arakanais, une des langues minoritaires du Myanmar.

Jeunes non scolarisés

33. À l'échelle mondiale, un tiers (36 %) des jeunes en âge de suivre un enseignement du deuxième cycle du secondaire ne sont pas scolarisés. Ce pourcentage varie fortement entre les pays à faible revenu (60 %) et les pays à revenu élevé (6 %). Pour veiller à ce que ces jeunes acquièrent les savoirs fondamentaux, les pays et les partenaires ont renforcé les politiques, mesures et programmes en place en la matière, y compris en investissant dans des modes d'enseignement et de formation non traditionnels, en associant alphabétisation et formation professionnelle pour favoriser le passage de l'école au monde du travail et en reconnaissant les compétences et les qualifications des apprenantes et des apprenants. Le Liban, la République arabe syrienne et le Yémen ont ainsi conçu, avec l'aide de l'UNESCO, des cadres nationaux relatifs aux modes d'enseignement non traditionnels visant à favoriser l'intégration des jeunes et des enfants non scolarisés.

34. Les jeunes non scolarisés, qui appartiennent plus largement à la tranche d'âge des jeunes de 15 à 29 ans, laquelle représente presque 20 % de la population mondiale (soit 1,8 milliard de personnes), doivent s'insérer dans un monde du travail souvent caractérisé par des emplois informels et vulnérables. Afin de remédier aux problèmes que sont le chômage élevé des jeunes et la forte proportion de jeunes déscolarisés et sans emploi ni formation et de faciliter la transition entre l'école et le monde du travail, nombre de programmes d'alphabétisation des jeunes ont été étoffés pour comprendre un volet de formation professionnelle. À Madagascar, la politique nationale relative à l'emploi et à la formation professionnelle a permis de renforcer 17 centres de formation professionnelle accueillant près de 3 000 jeunes ruraux non scolarisés qui y suivent à la fois une formation professionnelle et des programmes d'alphabétisation. Ces centres reçoivent l'appui de l'UNESCO, du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du PNUD.

Utiliser le numérique pour élargir l'accès à l'apprentissage et améliorer ses résultats

35. Tout en soulignant les mérites de médias plus anciens tels que la radio et la télévision, l'UNESCO encourage les pays à exploiter les technologies numériques pour élargir l'accès à l'apprentissage et en améliorer les résultats. Comme suite à l'adoption du Consensus de Beijing sur l'intelligence artificielle et l'éducation, en 2019, elle a créé une banque de connaissances sur l'utilisation des technologies numériques et de l'intelligence artificielle au service de l'alphabétisation des jeunes et des adultes. Elle a également aidé les pays à mettre au point des politiques nationales relatives aux ressources éducatives libres, fondées sur sa recommandation de 2019 sur le sujet, et à la diffusion de supports d'apprentissage et d'enseignement libres à l'intention de la communauté des apprenants, des enseignants et des animateurs.

36. Des plateformes mondiales telles que les Prix internationaux d’alphabétisation et les Semaines de l’apprentissage mobile de l’UNESCO ont facilité la mise en commun de pratiques efficaces, comme on l’a vu avec la création du wiki de l’association à but non lucratif BASAbali. Il s’agit d’un programme collaboratif multimédia rassemblant un dictionnaire et une encyclopédie trilingues (balinais, indonésien, anglais) et destiné à promouvoir l’acquisition de savoirs fondamentaux dans ces trois langues et à revitaliser les langues locales menacées d’extinction.

37. L’action de l’UNESCO en faveur du recours systématique aux technologies numériques dans les programmes d’alphabétisation s’est concrétisée sous des formes diverses, parmi lesquelles : le programme *School Meets the Learner*, au Nigéria ; le projet pilote de centres locaux d’apprentissage équipés d’outils informatiques exécuté au Soudan en vue d’alphabétiser les femmes et de renforcer les capacités économiques des collectivités ; le projet de promotion de l’alphabétisation mobile mis en œuvre au Bangladesh, en Égypte, en Éthiopie et au Mexique ; le développement et la conception, au Myanmar, d’une application de partage de supports d’apprentissage et d’informations. L’UNESCO conduit également des études diagnostiques de programmes d’éducation non formelle et de programmes d’enseignement et de formation techniques et professionnels recourant à l’informatique au Bénin, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. Elle met aussi au point des stratégies pédagogiques d’alphabétisation à l’aide de technologies mobiles à l’intention des enseignants et des enseignantes défavorisés et des personnes réfugiées. L’offre de cours et de supports pédagogiques en ligne a également contribué à promouvoir l’alphabétisation dans une perspective d’apprentissage tout au long de la vie. À cet égard, citons le programme en ligne de l’UNESCO déjà mentionné plus haut et les modules de formation continue en ligne qui ont déjà été consultés plus d’un million de fois depuis leur lancement, en 2019.

Suivre les progrès et évaluer les acquis et les programmes d’alphabétisation pour des décisions plus fines et de meilleurs résultats

38. L’insuffisance des informations et des données relatives à l’alphabétisation pose problème. Des efforts ont été faits récemment pour améliorer la qualité des données en utilisant des mesures directes permettant de capter les nuances plus fines qui sous-tendent la vision de ce que doit être l’alphabétisation à l’horizon 2030. Cette dynamique a été renforcée grâce à la définition de l’objectif de développement durable n° 4 et en particulier celle des nouveaux points de référence mondiaux concernant les niveaux de compétences fonctionnelles en lecture, en écriture et en calcul associés à l’indicateur 4.6.1.

39. Pour atteindre l’objectif 4, il faudra consolider les systèmes d’information sur la gestion de l’éducation dans les domaines où ils pèchent, à savoir par exemple l’alphabétisation et l’éducation non formelle des adultes. Ce faisant, il conviendra de les réorienter tout entiers afin qu’ils couvrent tous les niveaux et tous les domaines d’enseignement et d’apprentissage, comme cela a été fait en Afghanistan. Selon une analyse de l’Institut de statistique de l’UNESCO, il existe un écart important entre le volume de données recueillies concernant la cible 4.6.1, relative à l’alphabétisation des jeunes et des adultes, et la cible 4.1.1, relative à l’alphabétisation dans l’enseignement primaire et secondaire. En 2018, 13 % seulement du volume de données nécessaires était disponible pour la première, contre 33 % pour la seconde⁹.

40. La tendance est aujourd’hui à la définition de normes de qualité et de résultats escomptés reliés à différentes formes de reconnaissance, d’accréditation, de

⁹ Voir Miguel Subosa and Mark West, *Re-orienting Education Management Information Systems (EMIS) towards Inclusive and Equitable Quality Education and Lifelong Learning*, Working Papers on Education Policy, No. 5 (UNESCO, 2018).

validation et de certification. Douze pays d'Afrique¹⁰ participant au programme de recherche-action de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie concernant la mesure des apprentissages des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation ont mis au point un référentiel de compétences et un cadre d'évaluation harmonisés assortis d'éléments de contrôle et de questionnaires de fond. La stratégie multilingue algérienne relative aux programmes d'alphabétisation prévoit la tenue d'examen finaux qui ouvrent des possibilités d'apprentissage postal alphabétisation aux apprenantes et aux apprenants, qu'il s'agisse d'enseignement à distance, de cursus de formation professionnelle dans des établissements spécialisés ou d'activités génératrices de revenu. Au Mozambique, après une phase pilote menée dans cinq districts auprès de 1 297 apprenants (dont 65 % de femmes), les équipes du programme d'alphabétisation des adultes soutenu par l'UNESCO ont conçu des outils d'évaluation des acquis et un programme national d'éducation primaire pour les jeunes et les adultes.

B. L'alphabétisation des enfants dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie

41. Les multiples bienfaits de l'investissement en faveur de l'alphabétisation des enfants sont largement reconnus. Cet effort sert également l'action menée pour atteindre la cible 4.6 des objectifs de développement durable et créer à long terme des sociétés où chacun et chacune maîtrisent les savoirs fondamentaux. Dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, l'acquisition de ces savoirs par les enfants dépend de toute une série d'éléments. Au-delà des cours de langue dispensés par les établissements d'enseignement de base, le rôle des parents, des familles, de la collectivité et des amis n'est pas à négliger, de même que l'accès des enfants à des environnements alphabètes, dans l'espace physique aussi bien que numérique. La vision de l'alphabétisation à l'horizon 2030 nous invite à adopter une approche intégrée tenant compte des multiples parties prenantes et lieux d'apprentissage aussi bien que de l'enseignement formel, le tout dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.

42. La mise en relation de l'apprentissage des enfants, des jeunes et des adultes présente des avantages avérés. L'UNESCO a contribué au développement des capacités nationales de gestion des programmes d'alphabétisation et d'apprentissage intergénérationnels : 458 adultes et enfants (dont 52 % de femmes et de filles) ont ainsi profité du projet relatif à l'alphabétisation et à l'apprentissage familiaux et intergénérationnels exécuté en Éthiopie et en Gambie par l'Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie, et 248 acteurs et actrices nationaux ont été formés en 2019 dans des pays d'Afrique¹¹ et au Pakistan. Au Tchad, les modules de formation à l'intention des animateurs et animatrices chargés de programmes d'alphabétisation font actuellement l'objet d'une révision qui devrait permettre d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage des savoirs fondamentaux.

43. Dans l'optique d'enrichir les environnements alphabètes, l'offre de bibliothèques et de centres d'apprentissage locaux a parfois été élargie, afin que chacun et chacune puisse accéder à des ressources et à un espace d'apprentissage. En 2019, on comptait dans le monde quelque 405 561 bibliothèques publiques, dont plus de la moitié dans des pays en développement, y compris dans des établissements pénitentiaires, et plus d'un million de bibliothèques scolaires, communales,

¹⁰ Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Maroc, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad et Togo.

¹¹ Bénin, Burkina Faso, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger et Sénégal.

bibliothèques de recherche, bibliothèques universitaires, nationales et spécialisées¹². La Chine et le Népal ont œuvré à faire de leurs centres d'apprentissage locaux des plateformes efficaces d'alphabétisation et d'apprentissage d'autres compétences au service de la transformation sociale. Des initiatives de même nature ont été lancées en Éthiopie, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie. On peut également citer la bibliothèque numérique mondiale de la Global Book Alliance, dont la version créée pour l'Asie, lancée en 2019, comprend des supports de lecture rédigés dans 41 langues asiatiques.

IV. Faire avancer le programme d'alphabétisation mondial

A. Coordination mondiale

44. Au niveau mondial, l'UNESCO a continué d'assurer son rôle de coordination de l'action menée pour atteindre l'objectif 4 en nouant des partenariats, en définissant des orientations générales et en menant des activités de développement des capacités, de suivi et de sensibilisation. La question de l'alphabétisation, en particulier en ce qu'elle a trait aux cibles 4.1 et 4.6, a eu toute sa place dans les débats tenus dans le cadre des mécanismes de coordination du Cadre d'action – Éducation 2030, notamment du Comité directeur objectif de développement durable n° 4-Éducation 2030, de la Plateforme multilatérale pour l'éducation, de la Consultation collective des ONG sur l'Éducation 2030 et de l'Initiative des neuf pays à forte population (Initiative E-9). Les mécanismes de coordination régionale au service de l'objectif 4 ont également efficacement rempli leur office.

45. Lors de la Réunion mondiale sur l'éducation organisée par l'UNESCO à Bruxelles, en 2018, les participants ont constaté que des difficultés persistantes se posaient en matière d'alphabétisation. Dans la Déclaration de Bruxelles adoptée à l'issue de cet événement, les ministres concernés ont lancé un appel à l'action articulé autour de neuf messages clés, dont un portait leur engagement à éliminer l'analphabétisme par l'éducation et la formation formelles et non formelles. Ce message a été mis en avant par le Comité directeur dans les recommandations stratégiques formulées pour le forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2019, qui s'est tenu sur le thème suivant : « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité ». Le Comité directeur a invité les gouvernements à allouer des ressources suffisantes aux programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes et à suivre l'impact de ces programmes sur les groupes vulnérables et marginalisés.

46. En 2019, l'UNESCO a adopté une nouvelle Stratégie pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes devant guider ses travaux pendant la période 2020-2025. Cette Stratégie s'articule autour des axes d'intervention suivants : a) élaborer des politiques et des stratégies nationales d'alphabétisation ; b) répondre aux besoins d'apprentissage des groupes défavorisés, en particulier les femmes et les filles ; c) utiliser les technologies numériques pour élargir l'accès à l'apprentissage et améliorer ses résultats ; d) suivre les progrès et évaluer les compétences et les programmes d'alphabétisation.

47. L'Alliance mondiale pour l'alphabétisation s'est elle-même dotée d'une nouvelle approche alignée sur la Stratégie, dont elle est la principale plateforme d'application. Dans cette approche, l'Alliance définit cinq objectifs portant sur l'élaboration de politiques, l'équité, l'innovation, les données et les partenariats, vers lesquels elle accompagnera ses 29 pays membres, dont 20 présentent un taux

¹² Voir <https://librarymap.ifla.org/>.

d'alphabétisme des adultes inférieur à 50 %, ainsi que les pays de l'Initiative E-9¹³, qui concentrent plus de la moitié de la population adulte analphabète mondiale. En 2019, l'Alliance a conduit une étude afin d'évaluer le volume de ressources nécessaires pour atteindre la cible 4.6. L'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie publiera en septembre 2020 un rapport sur la mise en œuvre des politiques et programmes relatifs à l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans les 29 pays membres de l'Alliance. Ce rapport établi sur la base d'études approfondies servira à guider les activités futures de l'Alliance et à mieux orienter les ressources nationales et les financements extérieurs.

48. Le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes fait également partie des plateformes qui facilitent la coordination des mesures prises au niveau local. Le Réseau œuvre à l'appui de la mise en commun des connaissances, des concertations, de l'apprentissage entre pairs, de l'innovation et des partenariats ainsi que du développement des capacités et de la conception d'outils d'évaluation et de suivi dans 173 villes de 55 pays. À la quatrième Conférence internationale sur les villes apprenantes, qui s'est tenue à Medellín (Colombie), en 2019, sur le thème de l'inclusion, les participants ont adopté la Stratégie du Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes pour 2019-2021 en tant que cadre directeur des approches retenues par les villes membres du Réseau dans cinq domaines thématiques, dont l'alphabétisation.

49. Les difficultés rencontrées en matière d'alphabétisation sont étroitement liées aux inégalités. Les inégalités de genre, en particulier, sont toujours un sujet de préoccupation majeure et l'alphabétisation des femmes et des filles reste une priorité de l'action menée à l'échelle mondiale. Organisée à Paris, en 2019, sous l'impulsion de la présidence française du Groupe des Sept et en coopération avec l'UNESCO, la Conférence internationale G7 France/UNESCO (« Innover pour émanciper les filles et les femmes par l'éducation ») a été une occasion précieuse de réfléchir à des formes de collaboration et à des initiatives nouvelles. Dans le cadre de son Partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes et de l'initiative « Her education, our future », l'UNESCO s'emploie toujours à accélérer l'action menée en faveur de l'éducation et de l'alphabétisation des filles et des femmes. Elle a par exemple conçu un outil de suivi et de sensibilisation nommé « Her Atlas » qui vise à informer le grand public des dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires qui régissent les droits des filles et des femmes à l'éducation dans 193 pays.

50. En tant que coordinatrice de l'Année internationale des langues autochtones (2019), l'UNESCO a œuvré en faveur de l'alphabétisation des peuples autochtones et jouera, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU et d'autres organismes, un rôle moteur à l'appui de la Décennie internationale des langues autochtones (2022-2032) proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/135. Lors de la réunion de haut niveau tenue au Mexique, en 2020, pour marquer la clôture de l'Année internationale des langues autochtones et ouvrir la décennie d'action en faveur de ces langues, les participants ont pris soin d'intégrer l'alphabétisation au projet de plan d'action pour la décennie.

B. Sensibilisation

51. S'il est encore nécessaire d'investir davantage dans l'éducation de base des enfants afin de pallier les lacunes existantes, il convient aussi de faire des efforts de sensibilisation d'ampleur pour attirer l'attention sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes et mieux financer les interventions en la matière. Entre autres grandes

¹³ Bangladesh, Brésil, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria et Pakistan.

plateformes de sensibilisation, citons l'Alliance mondiale pour l'alphabétisation, les mécanismes relatifs à l'objectif 4, les réunions de portée internationale telles que la Réunion mondiale sur l'éducation de 2018, le forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2019 et la Conférence internationale G7 France/UNESCO. Les Prix internationaux d'alphabétisation et journées internationales de l'UNESCO, notamment la Journée internationale de l'alphabétisation, la Journée internationale de la langue maternelle, la Journée internationale des peuples autochtones et la Journée internationale de l'éducation participent également de cet effort de sensibilisation. La Journée internationale de l'alphabétisation et les Prix internationaux d'alphabétisation organisés en 2018 ont permis de rappeler au monde entier les multiples avantages que présente l'adoption d'une approche intégrée associant politiques, dispositifs d'enseignement, instruction et apprentissage. En 2019, dans le cadre de la Journée internationale de l'alphabétisation et des Prix internationaux et de sa contribution à l'Année internationale des langues autochtones, l'UNESCO s'est concentrée sur le multilinguisme et a contribué à mettre en avant l'importance que revêtent les approches multilingues fondées sur la langue maternelle dans la promotion de l'alphabétisation. En sa qualité d'Envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'alphabétisation au service du développement, la princesse Petra Laurentien des Pays-Bas a activement plaidé en faveur de cette cause.

C. Financement

52. Selon le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019 – « Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts, pas des murs », publié par l'UNESCO, le budget annuel estimé des dépenses d'éducation dans le monde s'est élevé cette année-là à 4 700 milliards de dollars des États-Unis, dont 3 000 milliards de dollars (65 %) dans les pays à revenu élevé et 22 milliards (0,5 %) dans les pays à faible revenu. Il apparaît clairement que les gouvernements jouent un rôle primordial, puisque la dépense publique représente 79 % du total des dépenses d'éducation, contre 20 % pour les dépenses des ménages. Le niveau de ressources mises au service de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes est toujours trop faible. Si l'on ne prend pas rapidement des mesures fortes, les perspectives de financement de l'action dans ce domaine risquent de se dégrader encore davantage du fait de la crise de la COVID-19.

53. Selon le *Quatrième rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes*, des 109 pays répondants, 41 % ont signalé que la part des dépenses relatives à l'apprentissage et à l'éducation des adultes dans les dépenses publiques en matière d'éducation n'avait pas du tout progressé depuis 2015. Près d'un pays sur cinq (19 %) ont déclaré allouer moins de 0,5 % de leur budget de l'éducation à l'apprentissage et à l'éducation des adultes et 14 %, moins de 1 %. En revanche, 19 % des pays ont indiqué y consacrer plus de 4 % de leurs dépenses d'éducation. Dans 45 % des pays répondants, le financement de l'apprentissage et de l'éducation des adultes était orienté en priorité vers les adultes défavorisés en raison d'un manque d'éducation et de compétences, suivis de près par les adultes sans emploi (44 %), les habitants des zones rurales ou éloignées (44 %) et les femmes (38 %).

54. Les gouvernements et les partenaires se sont employés à adopter des dispositifs de financement innovants au service de l'alphabétisation, de l'apprentissage et de l'éducation des adultes. Toujours selon le *Quatrième rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes*, 135 pays ont introduit de nouveaux mécanismes ou sources de financement pour l'apprentissage et l'éducation des adultes, qu'il s'agisse de collaborations interministérielles, de partenariats ou de campagnes public-privé, de types particuliers de fonds – mécanismes d'assurance-

chômage, bourses d'études – ou encore de dispositifs de financements internationaux et régionaux.

55. L'aide internationale à l'éducation, qui représente 12 % du total des dépenses dans ce domaine dans les pays à faible revenu et 2 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, sert généralement à financer l'éducation des enfants, comme on le voit dans les stratégies de grandes plateformes telles que la Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde et le Partenariat mondial pour l'éducation. L'alphabétisation et l'éducation des jeunes et des adultes ont toutefois été soutenues grâce aux subventions que le Partenariat mondial a versées aux fins de l'établissement de plans sectoriels relatifs à l'éducation. Le Timor-Leste a ainsi fait figurer l'alphabétisation et l'éducation des jeunes et des adultes au rang des priorités de son plan national, pour l'exécution duquel il avait reçu du Partenariat une subvention pour la période 2012-2015. Cela étant, il s'agit là d'un cas relativement exceptionnel et il importe de renforcer considérablement l'appui financier apporté à l'intégration de ces questions dans les plans sectoriels relatifs à l'éducation. La crise de la COVID-19 a clairement montré qu'il importait de donner davantage de moyens d'action aux adultes faiblement alphabétisés pour que ceux-ci puissent, à leur tour, aider les enfants à apprendre en dehors des établissements scolaires.

56. Il faut collectivement en faire plus pour garantir le financement suffisant et durable de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, au moyen de ressources internes et externes. En 2019, dans le cadre des activités de l'Alliance mondiale pour l'alphabétisation, l'UNESCO a estimé le volume de ressources nécessaires pour atteindre la cible 4.6. Il est ressorti de son analyse qu'il faudrait investir plus de 14 milliards de dollars pour doter les habitantes et habitants des 20 pays présentant les taux d'alphabétisme les plus faibles et des pays de l'Initiative E-9 de compétences fonctionnelles en lecture, en écriture et en calcul d'ici à 2030. À l'heure actuelle, on constate un déficit de financement à hauteur de plus de 10 milliards de dollars dans ces 20 pays et de 4 milliards de dollars dans ceux de l'Initiative E-9. On voit donc que même en allouant 3 % du budget de l'éducation à l'alphabétisation et à l'éducation des adultes, ces 29 pays ne pourront atteindre la cible 4.6 que s'ils bénéficient d'un appui financier extérieur.

D. Suivi

57. L'UNESCO a suivi les progrès accomplis sur le plan de l'alphabétisation par l'intermédiaire de son Institut de statistique et notamment des travaux de l'Alliance mondiale pour le suivi de l'apprentissage et des Rapports mondiaux de suivi sur l'éducation. L'Alliance mondiale pour le suivi de l'apprentissage continue de soutenir les stratégies nationales d'évaluation de l'apprentissage et de mettre au point des indicateurs comparables à l'échelon international et des outils méthodologiques permettant de mesurer les progrès faits vers les cibles associées à l'objectif 4. Sous la présidence conjointe de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie et l'OCDE, l'équipe spéciale chargée de l'indicateur 4.6.1 a établi un projet de note technique définissant les niveaux minimums de compétences fonctionnelles en lecture, en écriture et en calcul qui seront utilisés comme nouveaux points de référence mondiaux. Elle a également créé une base de données en ligne rassemblant des évaluations directes des compétences des adultes et chargé un groupe d'experts de concevoir un bref questionnaire d'autoévaluation à insérer dans les enquêtes auprès des ménages.

58. L'Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie s'est fondé sur 157 rapports d'enquêtes nationales pour suivre l'avancement de l'application de la

Recommandation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes. Ses conclusions ont été présentées à la quarantième session de la Conférence générale de l'UNESCO, en 2019, et intégrées au *Quatrième rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes*, dans lequel figurent aussi des informations sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Belém, adopté en 2009. Il est également indiqué dans le Rapport mondial qu'il convient de faire un effort du point de vue de la gestion des données. En effet, des 149 pays étudiés, 38 n'avaient pas fourni de données concernant les dépenses publiques en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes.

59. Dans l'optique de combler ce déficit de données et sur la base des travaux du Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP), l'Institut de statistique de l'UNESCO a lancé un outil d'évaluation des compétences fonctionnelles de lecture et d'écriture des jeunes et des adultes (Mini-LAMP) conçu spécifiquement à l'intention des pays en développement. Cet outil fait partie des instruments qu'il est recommandé aux pays d'utiliser pour mesurer l'alphabétisation et suivre la situation au niveau national. Le Programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes et les programmes de la Banque mondiale sur les compétences au service de l'emploi et de la productivité conservent également toute leur utilité pour les pays à revenu intermédiaire et pays à revenu élevé.

V. Enseignement de la démocratie

60. La section IV du présent rapport porte sur la mise en œuvre de la résolution [73/134](#) de l'Assemblée générale relative à l'enseignement de la démocratie. La démocratie, les droits humains et l'état de droit sont les pierres d'angles du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans lequel a été défini pour la première fois un objectif concernant la paix, la justice et l'efficacité des institutions (objectif 16). Il ressort de l'examen de la mise en œuvre de la résolution depuis 2018 que l'objectif 4 (éducation de qualité) et en particulier la cible 4.7 qui lui est associée, sont de plus en plus souvent considérés comme étant des leviers essentiels de l'avènement de sociétés justes et pacifiques, preuve s'il en est de l'interdépendance de tous les aspects du Programme 2030.

61. Dans sa résolution [73/134](#), l'Assemblée générale n'a pas défini ce qu'était l'enseignement de la démocratie mais a réaffirmé que celle-ci était une valeur universelle qui émanait de la volonté librement exprimée des peuples de définir leur propre système politique, économique, social et culturel et qui reposait sur leur pleine participation à tous les aspects de leur existence. L'Organisation des Nations Unies ne prône aucun modèle de gouvernement en particulier ; elle défend un ensemble de principes visant à faire prévaloir une approche fondée sur les droits humains au service de la participation, de l'égalité, de la sécurité et du développement humain.

62. Les éventuelles conséquences que les mesures d'urgence prises pour circonscrire la pandémie de COVID-19 pourraient avoir à long terme sur les libertés fondamentales et les droits humains suscitent des inquiétudes. Selon une note de synthèse intitulée « COVID-19 et droits humains : Réagissons ensemble ! » publiée en avril 2020, la pandémie est en passe de se transformer en une crise des droits humains. L'éducation revêt donc une importance essentielle, en ce qu'elle prépare les populations à construire, pour l'après-crise, des sociétés résilientes où priment les droits humains et l'état de droit.

63. Comme indiqué dans de précédents rapports, la question de l'enseignement de la démocratie a été prise en compte dans les systèmes éducatifs nationaux de toutes les régions du monde sous des angles différents, notamment ceux de la citoyenneté, des droits humains, de la paix et du dialogue interculturel, de l'éducation aux médias

et à l'information et de l'éducation à la citoyenneté mondiale. De l'examen des progrès accomplis, il ressort que l'action des organismes du système des Nations Unies vise en particulier :

a) À aider le personnel enseignant et éducatif à créer un environnement favorable à la promotion d'une citoyenneté active à l'ère de l'interdépendance mondiale. En application de son Programme mondial de la jeunesse pour le développement durable et la paix, le PNUD a collaboré avec le Gouvernement marocain pour former les membres du personnel enseignant et éducatif en vue de la création, au niveau des établissements scolaires, d'un réseau de coordonnateurs et coordonnatrices socioéducatifs chargés d'encourager la participation citoyenne des jeunes. Dans le cadre de l'action qu'elle mène au niveau mondial pour donner aux apprenantes et aux apprenants les moyens d'être les artisans de sociétés pacifiques, inclusives et durables, l'UNESCO a élaboré, avec le Gouvernement cubain, un manuel pédagogique fondé sur une approche intégrée de l'éducation au service du développement durable et de la citoyenneté mondiale. Elle a également œuvré main dans la main avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour concevoir, à l'intention du personnel enseignant, des manuels décrivant diverses activités, leçons et initiatives extrascolaires visant à encourager les étudiants et les étudiantes à se mobiliser pour faire advenir des sociétés plus justes ;

b) À enseigner aux jeunes les valeurs, les connaissances, les compétences et les attitudes qui leur permettront de s'engager activement pour des sociétés plus justes, inclusives et durables. Dans le cadre de l'initiative Éducation pour la justice, l'ONUDC a mis au point une série de ressources pédagogiques, telles que des livres ou des animations visant à inculquer les principes d'intégrité, d'équité et de respect de la diversité aux enfants et aux jeunes, ainsi que des modules d'enseignement universitaire sur l'état de droit. L'art et la culture sont également de bons moyens d'amener les jeunes à apprécier la diversité dans toute sa richesse ; c'est pourquoi l'UNESCO soutient la mise en œuvre, au Zimbabwe, d'une politique d'éducation prévoyant la création de centres culturels dans les écoles et au niveau des collectivités dans l'optique d'aider les jeunes à mieux comprendre leur héritage culturel. Pour que les jeunes deviennent des acteurs et des actrices du changement à l'échelle de leur communauté, il faut également leur permettre d'acquérir des compétences de la vie courante. C'est à cet objectif que répond le programme UPSHIFT de l'UNESCO, qui donne aux jeunes les moyens de repérer les difficultés qui se posent dans les milieux dans lesquels ils évoluent et d'y apporter une réponse par l'entrepreneuriat. En Ukraine, par exemple, l'UNESCO propose un programme de mentorat et des ressources à de jeunes entrepreneurs sociaux qui cherchent à concevoir des solutions innovantes permettant aux enfants de communiquer avec les personnes sourdes ;

c) À promouvoir la liberté d'expression et à créer un environnement médiatique propice au pluralisme. C'est là une question d'importance vitale compte tenu de la manière dont la révolution numérique accélère la diffusion des informations, y compris fallacieuses, et de la menace que la prolifération des outils de surveillance numérique fait peser sur les libertés fondamentales, en particulier sur le droit à la vie privée. L'UNESCO a conçu des supports pédagogiques sur les moyens de mieux déchiffrer les médias et l'information ainsi qu'un manuel d'éducation et de formation au journalisme qui met l'accent sur la qualité et l'éthique journalistiques comme outils de lutte contre la désinformation. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme coordonne la quatrième phase du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, qui met l'accent sur la promotion de la formation des professionnels des médias et des journalistes aux questions de droits humains. En vue de promouvoir l'enseignement de la démocratie et des droits humains partout dans le monde, le Fonds des Nations Unies pour la démocratie forme des journalistes et aide des responsables de médias syriens à organiser des dialogues

publics sur des questions liées aux droits humains, à la démocratie et à la gouvernance ;

d) À donner à tous les jeunes, sans considération de genre, d'ethnicité, d'origine sociale, de langue, de religion, de nationalité, de statut économique ou de niveau d'aptitude, les moyens de prendre part aux décisions publiques et de demander des comptes aux décideurs et aux décideuses. Le Fonds des Nations Unies pour la population s'est doté d'une stratégie mondiale axée sur les adolescents et les jeunes intitulée « Mon corps, ma vie, mon monde ! », qui souligne à quel point l'éducation civique contribue à l'émancipation des jeunes en les aidant à connaître et à faire valoir leurs droits sexuels et reproductifs. Cette émancipation n'est véritablement possible que si les femmes ont accès à l'éducation, d'où l'importance de projets tels que le modèle mondial de programme complet pour l'éducation et la formation professionnelle de la deuxième chance, lancé par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Le PNUD a soutenu les jeunes issus de minorités ethniques ou frappées d'exclusion au Bangladesh en les aidant à jouer un rôle moteur à l'appui d'initiatives de sensibilisation et de plaidoyer en faveur des droits humains grâce auxquelles ces minorités ont obtenu d'être représentées aux comités permanents de l'administration locale.

64. L'application de la résolution 73/134 de l'Assemblée générale se heurte encore à des obstacles, parmi lesquels le désenchantement croissant des populations envers les institutions que l'enseignement de la démocratie vise précisément à soutenir ou encore le fait que les responsables politiques répugnent à laisser s'exprimer les voix de celles et ceux qui sont sous-représentés et pourraient bousculer l'ordre établi, en particulier là où les discours nationalistes d'exclusion gagnent du terrain. D'autres ont trait au fait que le personnel enseignant n'est pas formé pour aider les étudiantes et les étudiants à affiner leurs compétences socioémotionnelles et comportementales et à se faire les chantres de la démocratie au sein de la société. L'impact des mesures prises à ces égards a été affaibli par des discriminations liées à l'âge, à la rareté des occasions offertes aux jeunes de participer à la prise de décision et à la faible prise en compte de leurs besoins particuliers.

65. La crise de la COVID-19 montre combien il importe que chacun et chacune prenne conscience de ses droits et de ses libertés fondamentales et sache comment les faire valoir lorsqu'ils sont restreints au-delà du strictement nécessaire. À plus long terme, la connaissance de ces droits et libertés offre l'occasion de repenser, d'améliorer et peut-être de redéfinir l'enseignement de la démocratie à l'ère du numérique, en tenant compte de nouveaux modèles d'apprentissage et de la montée de la désinformation et des discours de haine. Les mesures prises dans le domaine de l'éducation doivent tendre vers la construction, pour l'après-crise, de sociétés résilientes qui favorisent la solidarité humaine, la citoyenneté mondiale et l'engagement des jeunes au service de la démocratie, de la paix et de l'ouverture.

VI. Recommandations

66. **Compte tenu des informations qui figurent dans le présent rapport, l'Assemblée générale souhaitera peut-être examiner les recommandations suivantes :**

a) L'alphabétisation, enjeu vital, clé de l'emploi et de l'apprentissage tout au long de la vie

i) Recommandations aux États Membres et aux partenaires de développement

- Faire davantage pour promouvoir l’alphabétisation en tant que composante à part entière du droit à l’éducation, en vue de donner à chacun et chacune l’occasion de s’émanciper et d’élargir ses compétences et encourager un développement inclusif et durable, sur la base d’une vision de l’alphabétisation à l’horizon 2030 fondée sur le concept d’apprentissage tout au long de la vie
- Veiller, pendant la crise de la COVID-19 et au-delà, à ce que des ressources nationales et externes suffisantes soient durablement et efficacement mises au service de l’alphabétisation des jeunes et des adultes
- Tirer parti des technologies numériques pour élargir l’accès à l’apprentissage des savoirs fondamentaux et en améliorer les résultats, y compris en mobilisant l’industrie des technologies éducatives, les associations à but non lucratif et la société civile
- Renforcer les outils et statistiques permettant d’évaluer le niveau d’alphabétisation et investir dans les systèmes nationaux d’information sur la gestion de l’éducation et les capacités de gestion des données
- Enrichir les environnements alphabètes multilingues propices à l’acquisition, à l’utilisation et à l’approfondissement des savoirs fondamentaux, dans l’espace physique aussi bien que numérique

ii) Recommandations aux États Membres

- Renforcer les cadres législatifs, les politiques, les systèmes et les dispositifs de gouvernance et de financement en vue de promouvoir l’alphabétisation des enfants, des jeunes et des adultes en tant que composante à part entière de l’apprentissage tout au long de la vie et adopter, le cas échéant, des approches multilingues fondées sur la langue maternelle
- Continuer à garantir l’accès universel à une éducation de base de qualité et construire un socle de savoirs fondamentaux solide pour les enfants et les jeunes
- Accélérer et intensifier l’action menée en faveur de l’alphabétisation, en particulier celle des personnes vulnérables et marginalisées, notamment les filles et les femmes, les enfants et les jeunes non scolarisés, les migrants, les personnes réfugiées ou déplacées dans leur propre pays et les autochtones
- Intensifier les efforts faits pour offrir des possibilités d’apprentissage souples aux jeunes et aux adultes analphabètes ou peu alphabétisés

iii) Recommandations aux partenaires de développement

- Prier l’UNESCO de continuer à jouer son rôle d’organisme chef de file des Nations Unies pour la coordination de l’action menée en faveur de l’éducation au titre du Programme 2030 et à dynamiser les efforts collectifs déployés en vue d’atteindre l’objectif de développement durable n° 4, et en particulier les cibles 4.1 et 4.6 qui lui sont associées
- Veiller à l’exécution coordonnée et durable d’activités d’appui, de sensibilisation et de gestion des connaissances par l’intermédiaire de plateformes multiples, dont les mécanismes de coordination du Cadre d’action pour la mise en œuvre de l’objectif de développement durable

n° 4 (Éducation 2030), l'Alliance mondiale pour l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, le Réseau mondial des villes apprenantes et l'Alliance mondiale pour le suivi de l'apprentissage

- **Intégrer l'alphabétisation des jeunes et des adultes aux politiques d'aide à l'éducation et aux stratégies d'appui technique et financier et persuader les mécanismes internationaux de financement de l'éducation existants, notamment le Partenariat mondial pour l'éducation, le fonds Éducation sans délai et le Mécanisme international de financement de l'éducation de soutenir les pays dont les besoins sont les plus pressants, tout particulièrement les 20 pays qui présentent les plus faibles taux d'alphabétisme**
- b) Enseignement de la démocratie**
- i) Recommandations aux États Membres et aux partenaires de développement**
- **Reconnaître combien il importe de sensibiliser les jeunes à leurs droits et de leur donner des moyens d'agir, et notamment de façonner, au terme de la pandémie de COVID-19, des sociétés ancrées dans le respect des droits humains et de l'état de droit**
- ii) Recommandations aux États Membres**
- **Concevoir des politiques et initiatives en matière d'éducation qui contribuent à prévenir la désinformation et les discours de haine, en particulier grâce à l'éducation aux médias et à l'information.**
-